

Appel de solidarité avec les juges égyptiens

Pour la libération de tous les détenus

mercredi 17 mai 2006, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 16 mai 2006).

Les magistrats égyptiens sont en lutte depuis des années pour obtenir l'indépendance de la justice. Récemment, ils se sont massivement opposés à la fraude électorale, lors des élections présidentielles et législatives en 2005, et ont publié une liste noire des juges qui ont fermé les yeux sur la fraude. Le gouvernement a alors décidé de traduire deux magistrats-symboles du club des juges et de leur lutte, Mahmoud Mekki et Hicham Bastawisi, vice-présidents de la cour de cassation, devant une commission disciplinaire. Mais ni les deux juges, ni le club des juges ne s'est laissé faire. Ils occupent leur club et ont lancé un large appel de solidarité.

Depuis, de jour en jour, la répression s'amplifie.

Le 24 avril, les forces de police ont attaqué les citoyens rassemblés devant le club des juges, arrêtant une douzaine de personnes. Quand le juge Mahmoud Hamza est sorti en déclarant que les citoyens étaient sous la protection des juges, il s'est fait rouler de coups et a dû être transporté à l'hôpital.

Le 26 avril au soir, la police attaque une nouvelle fois le rassemblement et arrête 15 personnes.

Le 27 avril, jour où Bastawisi et Mekki comparaissent devant la commission disciplinaire, l'accès au tribunal est bloqué par des milliers de policiers, pour empêcher les manifestations de solidarité. Les manifestations ont eu lieu malgré tout mais près de 15 personnes sont à nouveau arrêtées.

Le 30 avril, le gouvernement égyptien reconduit l'Etat d'urgence pour deux ans

Le 7 mai, la police arrête 15 personnes, dont 3 femmes, en les insultant et en les rouant de coups, devant le tribunal où devaient comparaître les détenus.

Le 11 mai, jour où Bastawisi et Mekki devaient à nouveau comparaître devant la commission disciplinaire, des milliers de personnes manifestent pour l'indépendance de la justice et la fraude électorale, malgré le blocus policier, qui empêche manu militari les journalistes de filmer, roue de coups les cameramans d'al Jazeera, et arrête 273 personnes. Dans la matinée, une journaliste de l'opposition se fait kidnapper par les sbires de la sûreté, molester et déshabiller en pleine rue, rappelant les heures noires du 25 mai 2005.

Le 25 mai prochain, un an après la mascarade du référendum sur les élections, les juges appellent à une nouvelle journée de solidarité. A cette occasion de nombreux rassemblements auront lieu devant les Ambassades d'Egypte dans divers pays.

La lutte des juges s'inscrit dans un combat plus large pour la démocratie, mené par les forces vives de la société égyptienne. Ces forces mènent depuis des années une lutte acharnée et difficile contre

une dictature qui ne puise sa force que du soutien de l'administration américaine et de ses alliés européens.

.
Leur victoire sera aussi la nôtre,

Pour soutenir le mouvement des juges et demander la libération de tous les détenus :

Envoyer des lettres de protestation au procureur général, Maher Abdel Wahid
Fax : + 202 577 4716

Rassemblement devant l'Ambassade d'Egypte, le 24 mai à 14h, 56, av. d'Iéna, 16^e, métro Iéna

Pour tout contact : solidaritegypte hotmail.fr